Un nouvel espace pour l'économie rurale ?

A new dimension to rural economics?

Philippe Lacombe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2096>

DOI : 10.4000/economierurale.2096

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 17-21

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Philippe Lacombe, « Un nouvel espace pour l'économie rurale ? », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2096> ; DOI : 10.4000/economierurale.2096

Un nouvel espace pour l'économie rurale ?

Philippe LACOMBE

Ancien président de la SFER

Agricultures, alimentations, territoires : ces domaines de recherche pourtant anciens se renouvellent aujourd'hui. Quelle identité peut-il en résulter pour l'économie rurale, objet d'étude pour les Sciences sociales ? Philippe Lacombe discute de cette question en considérant l'espace économique et social dans lequel cette économie rurale est insérée. Il apparaît alors que, loin de constituer comme on l'entend parfois, un domaine marginal ou désuet, l'économie rurale se trouve au cœur des débats contemporains et fournit des terrains d'investigation attractifs. L'économie rurale devient une analyse compréhensive des relations entre la nature, la ruralité, l'alimentation, l'agriculture et la société globale. Le renouvellement permis par cette situation nouvelle est cependant soumis à des conditions.

Depuis l'origine de la revue *Économie rurale*, son objet d'étude a connu des changements considérables qui interrogent aujourd'hui sur sa pérennité et son avenir : on est passé de la pénurie à l'abondance, d'un fonctionnement hexagonal puis européen à une libéralisation des échanges internationaux, d'une société paysanne à une population agricole intégrée au système socio-économique... Mesurée avec les indicateurs économiques habituels, la place de l'agriculture dans l'économie nationale se rétrécit fortement au point d'être parfois considérée comme secondaire, accessoire, résiduelle, voire marginale. Ces derniers mois, la flambée des prix de certains produits agricoles inquiète les consommateurs et les pays, souvent les plus pauvres, qui sont acheteurs de produits, relance le débat sur les aides publiques à l'agriculture, tandis qu'elle interroge les analystes sur sa pérennité et sa signification. Les attentes de la société à l'égard de l'agriculture et de l'espace rural se sont, elles aussi, profondément transformées : attention portée à la sécurité sanitaire, à la qualité gustative, à l'aménagement de l'espace, à la gestion de l'environnement, au développement durable. On s'interroge

même parfois sur l'opportunité de conserver une politique agricole !

Ces changements conduisent-ils à l'effacement définitif de l'économie rurale ou à un renouvellement ? L'analyse de cet objet est-elle achevée ou toujours attendue ? Les ressources engagées dans ce domaine sont-elles surdimensionnées ou justifiées et sollicitées ? Bref, l'économie rurale, considérée comme un objet d'étude pour les Sciences sociales, a-t-elle encore une identité légitime et, si oui, laquelle ? Après une parution pendant près de soixante ans de la revue, ce numéro 300 est l'occasion de poser ces questions qui n'intéressent pas que le milieu agricole ; elles concernent aussi les consommateurs et les milieux professionnels et politiques en charge de la gestion de l'économie rurale ou ceux qui l'analysent et, à en juger par l'actualité, elles importent à la société dans son ensemble, soucieuse aussi bien de sa vie quotidienne que de ses relations internationales ou de son avenir à long terme.

Sans revenir davantage sur l'évolution des conditions de production largement étudiées par ailleurs, on abordera ces questions en s'intéressant d'abord à l'espace économique et social dans lequel l'agricul-

ture et les territoires ruraux sont aujourd'hui insérés, puis à la place que l'économie rurale peut y prendre en offrant des terrains de recherches aux Sciences sociales.

Un nouvel espace d'insertion

La nouveauté de l'espace procède d'une part de la multiplicité des **acteurs** porteurs d'attentes, de revendications, d'exigences à l'égard de l'agriculture et de l'espace rural et, d'autre part, des relations qui s'établissent entre ces acteurs. Il en résulte de nouvelles thématiques de recherches qui sollicitent le milieu des économistes ruraux.

Cette diversité d'acteurs résulte des multiples fonctions de l'économie rurale et de la division du travail que l'accomplissement de ces fonctions entraîne. C'est ainsi qu'à côté des agriculteurs, des industriels et distributeurs agroalimentaires, des organisations professionnelles, de l'État, qui constituent, depuis longtemps les acteurs traditionnels, se sont progressivement ajoutés de nouveaux personnages. Le rôle des agriculteurs dans l'aménagement de l'espace, la gestion des ressources naturelles, l'animation du milieu rural les ont exposés à l'attention des environnementalistes, des collectivités locales, des associations, des nouveaux résidents. L'ouverture aux échanges internationaux fait entrer l'agriculture française dans un nouveau champ de concurrence, d'opportunités et de menaces. Plus généralement, l'agriculture et l'alimentation deviennent des pièces de la géopolitique mondiale comme en témoigne les négociations à l'OMC et l'attention des organisations internationales qui, après un temps d'indifférence surprenant, s'intéressent de nouveau à l'agriculture au titre des échanges, de la lutte contre la pauvreté et de la paix. La question alimentaire envisagée dans ses aspects tant quantitatifs (nourrir 9 milliards d'hommes...) que qualitatifs (sécurité sanitaire, qualité des produits, politique alimentaire) a retrouvé, ces derniers temps, une actualité qui est certainement

durable, faisant entrer en scène les négociateurs internationaux, les agricultures du monde, les consommateurs et leurs associations, les nutritionnistes, les ONG... Les techniques et pratiques agricoles se trouvent ainsi discutées voire dénoncées ; les chercheurs, les formateurs, les conseillers, les experts sont alors sollicités, parfois flattés, parfois contestés ou instrumentalisés. On se trouve donc aujourd'hui en présence d'une gamme de prescripteurs, reconnus ou contestés, porteurs de recommandations diverses entre lesquelles des coopérations et des conflits se développent.

Ce nouveau paysage fait naître ou renouvelle des thématiques de recherche dont la portée dépasse le seul secteur agricole ; c'est pourquoi on les formulera en termes généraux des Sciences sociales (et non en termes agricoles).

Ces acteurs ont leurs objectifs propres, ils sont inégalement dotés en capital économique, social, culturel et engagent des actions spécifiques. Leur comportement, leur rationalité, leurs performances sont, pour beaucoup d'entre eux, encore mal connus.

Entre ces acteurs, des formes de **coordination** s'engagent et structurent l'espace de fonctionnement. L'alternative marché/organisation est trop schématique pour rendre compte de la réalité de ces coordinations, de leurs justifications, de leur efficacité donc de leur attrait pour les Sciences sociales : genèse et fonctionnement de différents types de marchés et d'organisations (performances et défaillances, incertitude, asymétrie d'information, action collective, pouvoir...), des liens sociaux associés à ces coordinations, des modes de régulation (mécanismes marchands, redistribution publique, réciprocité sociale).

Ces coordinations qui se développent au sein de ce nouvel espace d'insertion de l'économie rurale dans les sociétés génèrent des débats intellectuels et politiques. C'est notamment le cas des relations entre d'une part l'innovation et le progrès technique agricole et, d'autre part, la dynamique sociale ou encore,

formulé de manière plus générale entre culture et nature. Les résultats des Sciences de la vie, l'épuisement de facteurs de production (terre, eau, énergie), la pénurie alimentaire mondiale, les craintes devant le progrès technique souvent mis en procès après avoir été « le grand espoir » soulignent l'actualité de ces relations techniques-sociétés.

Ces coordinations sont orientées (plus ou moins efficacement...) par les interventions et incitations des politiques publiques. Les politiques agricoles ne sont pas avaries en mesures d'intervention de tous types ; les progrès de l'analyse économique et de la modélisation permettent de raisonner l'effet de ces mesures et de documenter les discussions de politique commerciale : libéralisation ou protectionnisme, qui sont les gagnants et les perdants ? Ces mesures de politique publique trouvent leur origine dans les défaillances et dysfonctionnements des marchés mais aussi dans l'affirmation de préférence collective en faveur de formes d'organisation ou de mécanismes de régulation jugés supérieurs. Plus largement, ces politiques agricoles foisonnantes, riches de réformes et d'accumulation de mesures, peuvent fournir l'occasion de penser l'intervention publique, ses objectifs affichés et réels, son organisation, ses changements, sa signification et nourrir ainsi les approches contemporaines des politiques publiques.

Si on partage ce constat d'un nouvel espace et des questions scientifiques qu'il fait naître en rejoignant l'histoire et l'actualité des Sciences sociales, trois ordres de conclusion peuvent être tirés.

- *Au cœur des débats* : l'agriculture, la ruralité, la nature, loin d'être marginalisées ou obsolètes ou indifférentes, se trouvent être au centre des attentes des sociétés d'aujourd'hui concernant leur condition de vie actuelles et futures à travers leur alimentation (sécurité, santé, plaisir), leur territoire (résidence, paysages, loisirs, développement rural, emploi), leurs ressources naturelles (pollution, climat, eau, air, biodiversité), la valorisation non alimentaire des produits agricoles

(bioénergie, chimie verte), leurs relations internationales. Les questions d'économie agricoles ne constituent donc pas une affaire classée, achevée ; elles se sont, au contraire, élargies, diversifiées, complexifiées.

- *Pour les Sciences sociales, de nouveaux sujets attractifs* : les thématiques de recherche appelées par cette évolution de l'insertion de l'économie rurale dans les sociétés d'aujourd'hui apparaissent fertiles sur le plan scientifique et socialement légitimes. L'économie rurale constitue un laboratoire intéressant pour ces sciences : on y rencontre en effet une diversité d'acteurs et de régulations, des articulations diverses entre les marchés et les territoires, une combinaison de marchand et non-marchand, de public et privé, d'individuel et de collectif, de national et d'ouverture sur le monde... dont l'investigation contribue aux progrès des Sciences sociales.

- *Pour les économistes ruraux* : dans une telle conjoncture, des tâches renouvelées s'offrent à eux et sont attendues. Si l'économie rurale offre des opportunités, elle rencontre aussi des résistances : outre des réserves protectrices d'intérêts installés et les suffisances d'une pensée unique devant s'imposer en toutes circonstances, le champ est large et réunit de nombreux fronts de travail des Sciences sociales.

Tout ceci appelle et justifie un **engagement** renouvelé de l'investigation en économie rurale dont on va examiner maintenant quelques caractéristiques en laissant de côté les questions de moyens et d'organisation institutionnelle.

Recherches en Sciences sociales et économie rurale

Ce nouvel espace dans lequel l'économie rurale (et ses diverses composantes, agriculture, alimentation, espace, environnement) est appelée à fonctionner invite ceux qui veulent en comprendre la dynamique et les enjeux à un mouvement d'ouverture dans plusieurs directions.

• *Ouverture à la réalité d'abord* : cette réalité change rapidement et, de ce fait, elle est souvent mal connue à cause notamment d'un enfermement hexagonal peu informé des agricultures du monde, d'une vision isolationniste de l'économie rurale du reste de la société, d'une indifférence à l'égard de thèmes risqués ou de phénomènes qui, même s'ils sont de faible ampleur aujourd'hui, peuvent être jugés significatifs. La réalité d'aujourd'hui, c'est à la fois l'internationalisation, les relations avec l'économie globale, les phénomènes émergents.

• *Ouverture aux diverses Sciences sociales, ensuite* : le nouvel espace régissant l'évolution de l'agriculture, de la ruralité, de la nature nécessite pour être compris de mobiliser d'autres disciplines que l'Économie : Sociologie, Gestion, Droit, Histoire, Politique publique, Philosophie politique... C'est l'intérêt de la revue *Économie rurale* d'être un lieu de rencontre, de passage entre disciplines. Plus largement encore, les espoirs comme les craintes suscités par les sciences de la vie concernant les objets constitutifs de l'économie rurale, l'acceptabilité des innovations, les interrogations sur les pratiques (agricoles, alimentaires, environnementales) invitent au dialogue avec les Sciences biotechniques (notamment agro-écologie, biotechnologie, nutrition).

• *Ouverture et insertion disciplinaire forte* : les ouvertures suggérées supposent une insertion disciplinaire. D'où l'invitation faite aux chercheurs spécialisés de participer à la dynamique de leur discipline (y compris à leur « amont », les pré-supposés fondateurs des disciplines et de leur histoire), aussi bien qu'à la diversité des courants qui les animent. Cette ouverture a sans doute manqué dans le passé, compliquant ainsi l'accumulation scientifique, le rapprochement des acquis obtenus sur d'autres objets, l'intégration des résultats des analystes spécialisés dans la dynamique des disciplines, le renouvellement des hypothèses

et des problématiques, s'exposant ainsi au risque d'un enfermement sur l'objet d'autant plus inquiétant que celui-ci se rétrécit.

• *Ouverture enfin à la question de la signification des évolutions et des politiques* : mises en œuvre ou discutées. Ceci amène à être attentif au contexte historique, sociologique, politique dans lequel l'objet étudié est inséré dans le double but d'éviter des généralisations paresseuses (ou obsessionnelles) aussi bien qu'une réductionnisme qui isole ce qui ne doit pas l'être. Cette observation n'exclut évidemment pas des recherches concernant des objets pointus, très délimités mais invite à considérer le contexte de ces objets.

Pour construire ces ouvertures, le milieu des chercheurs en Sciences sociales intéressés par l'économie rurale dispose d'un certain nombre d'atouts mais il est aussi exposé à des risques.

Les atouts. Les chercheurs bénéficient d'un appareil statistique agricole développé et disposent généralement d'une bonne connaissance de la réalité. Les travaux de ces scientifiques ont permis d'analyser les changements rapidement évoqués ci-dessus ; toutes les conséquences n'en ont pas encore été tirées mais les progrès sont réels : de nouveaux champs ont été défrichés, les modèles gagnent en pertinence, de nouvelles relations ont été développées. Cette production scientifique, souvent insuffisamment connue dans les milieux académiques, nationaux et étrangers, a permis d'établir des liens avec les décideurs (publics et privés) et d'éclairer le débat social dans leur domaine. Enfin, ces chercheurs disposent de lieux relativement affranchis de pressions politiques, institutionnelles, claniques à travers leurs associations scientifiques nationales, européennes et internationales.

Les risques. Contrepartie de la spécialisation, des risques sont aussi présents ; un enfermement (sans doute moins marqué

aujourd'hui) dans le domaine de spécialité, à l'écart des dynamiques et débats des « disciplines générales » d'appartenance ou, à l'inverse, le refus de considérer les originalités de l'objet. En outre, pratiquant une recherche finalisée, les spécialistes de l'économie rurale sont exposés au mélange de genres ou d'ordres, scientifique et politique : au nom de la science, les phénomènes sociaux sont parfois présentés et interprétés comme procédant de déterminismes indiscutables auxquels les comportements individuels comme l'organisation et le fonctionnement de la société doivent se soumettre ; le chercheur devient alors l'expert du « *one best way* » prétendument fondé sur la science. Loin d'éclairer et de stimuler le débat public, une telle attitude le discrédite et l'élimine.

*

* *

L'analyse de la situation actuelle qui, sans abus de langage, apparaît nouvelle à bien des égards, permet d'éclairer les questions

posées ci-dessus concernant l'état et l'avenir de l'économie rurale, longtemps identifiée à l'économie agricole ou agroalimentaire. L'économie rurale devient une analyse compréhensive des relations entre la nature, la ruralité, l'alimentation, l'agriculture et la société globale. Il y a aujourd'hui renouvellement et élargissement du champ comme des problématiques qui, sans remonter aux visions agrariennes, sont passés de la considération de l'agriculture pour elle-même et en elle-même à l'analyse de ces relations complexes et incertaines. Celle-ci confère une actualité à l'économie rurale et lui permet de retrouver une identité justifiée non pas au nom des caractéristiques ou des intérêts d'une catégorie sociale particulière mais au nom de sa contribution au progrès scientifique et au débat social. Les thèmes développés par la revue *Économie rurale* commencent à témoigner de cette évolution : de la modernisation de l'agriculture paysanne à l'analyse des relations économie rurale/société caractéristiques du début du XXI^e siècle. ■